

COMMISSION DE LA JUSTICE**COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE**

du

van

MARDI 20 MARS 2007

DINSDAG 20 MAART 2007

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 28 par Mme Martine Taelman, présidente.

01 Question de M. Melchior Wathelet à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les déclarations du ministre Landuyt relatives à la politique des poursuites en matière de sécurité routière" (n° 14622)

01.01 Melchior Wathelet (cdH) : Le ministre Landuyt ne se contente pas de parler de la sécurité routière : en matière de justice, il semble avoir son avis sur beaucoup de choses. Ainsi, il préconise une modification du système des libérations : il n'y en aurait plus, la peine prononcée serait la peine exécutée. Il n'a pas toujours défendu ce type de position.

En matière de sécurité routière, ses déclarations sont fortes.

À la conclusion des États généraux sur la sécurité routière, il affirmait que la police a une politique en matière de poursuite des infractions mais que les parquets ne poursuivent pas les infractions constatées par les policiers. C'est inquiétant.

Par ailleurs, d'après M. Landuyt, 27 stratégies différentes sont adoptées par les parquets dans les différents arrondissements et il n'existe aucune politique fédérale relative au suivi à donner aux infractions constatées par la police.

Ces déclarations sont-elles fondées ? Confirmez-vous le point de vue du ministre de la Mobilité ? Les directives de la ministre de la Justice et du Collège des procureurs généraux en matière de sécurité routière sont-elles claires ? Parlez-vous de ces éléments ? M. Landuyt semble affirmer le contraire. Existe-t-il une évaluation des directives et des lignes directrices des procureurs généraux et de leur exécution par les différents parquets ?

01.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Je ne vais évidemment pas commenter les propos d'un de mes collègues. Monsieur Wathelet, si vous voulez discuter avec le ministre Landuyt, posez-lui une question.

Les directives de la ministre de la Justice et du Collège des procureurs généraux en matière de poursuites sont uniformes pour la majorité des infractions.

Ces directives sont contraignantes. Les procureurs du Roi peuvent fixer leurs propres priorités mais elles doivent s'inscrire dans le cadre des principes généraux définis par ces circulaires.

Quatre-vingt à nonante pour-cent des infractions sont sanctionnées. On ne peut pas parler de laxisme en la matière.

Un certain pourcentage d'infractions sont effectivement classées sans suite mais il y a très souvent des raisons objectives à ces décisions.

Je partage votre avis selon lequel il faut procéder à des évaluations régulières, même si cela n'est pas toujours facile à réaliser, compte tenu des différents changements de législation intervenus.

Je travaille actuellement en collaboration avec le Collège des procureurs généraux, le Service de politique criminelle et l'association « Parents d'enfants victimes de la route », à une meilleure politique en faveur des victimes. Des idées importantes sont débattues au sein de ce groupe de travail.

01.03 Melchior Wathelet (cdH) : L'attitude d'un ministre qui fait mine que tout se passe bien au niveau de la police et que tout se passe mal au niveau des parquets et de la justice me déçoit. C'est une vision tout à fait manichéenne qui, selon moi, ne correspond pas à la réalité.

Vous venez de démontrer qu'il y a effectivement une politique et que des directives existent.

Il est nécessaire de se livrer à une analyse continue des politiques et à une comparaison en fonction des arrondissements, afin de tenir compte des particularités en matière de sécurité routière.

Dans d'autres matières, les juridictions rendent des décisions, par exemple au sujet de l'aéroport de Zaventem, et c'est le ministre lui-même qui ne les exécute pas !

L'incident est clos.

02 Question de M. Denis Ducarme à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la reconnaissance et le financement d'une partie des lieux de cultes musulmans installés en Wallonie, par les institutions provinciales" (n° 14750)

02.01 Denis Ducarme (MR) : Différents responsables provinciaux m'ont informé d'une demande de votre département liée à la reconnaissance et au financement par les institutions provinciales d'une partie des lieux de cultes musulmans installés en Wallonie. Pouvez-vous me confirmer cette information ? Combien de lieux de cultes sont-ils concernés ? Quel est l'agenda prévu en la matière ?

02.02 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : L'État fédéral n'est plus compétent pour le processus de reconnaissance des mosquées. Ce sont les départements relevant de la compétence des ministres de l'Intérieur de chacune des Régions qui sont compétents à cet égard. L'État fédéral reste compétent pour la prise en charge des traitements et des pensions des ministres des cultes reconnus mais il ne peut prendre en charge de telles dépenses si ces lieux de cultes n'ont pas été reconnus par les Régions.

02.03 Denis Ducarme (MR) : Je suis surpris par votre réponse. Les députés permanents qui m'ont contacté m'ont indiqué que les discussions relatives à la reconnaissance et au financement des mosquées par les provinces avaient lieu sur la base de votre demande.

Je ferai savoir aux députés provinciaux socialistes que vous n'êtes pas compétente en la matière et que, dès lors, ils ne seront pas tenus aux injonctions qu'ils m'avaient présentées comme les vôtres.

02.04 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : Je ne donne évidemment aucune injonction à qui que ce soit vu que je n'ai pas de compétence en la matière.

L'incident est clos.

03 Question de M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'exercice du droit d'injonction positive par le ministre de la Défense" (n° 14724)

03.01 Tony Van Parys (CD&V) : Le ministre de la Défense a exercé son droit d'injonction positive pour demander le retrait de l'arrêt de la Cour de cassation dessaisissant les juridictions belges d'un dossier en application de la loi relative au crime de génocide. Le ministre de la Défense peut-il exercer le droit d'injonction positive en lieu et place de la ministre de la Justice ?

03.02 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais) : Le ministre de la Défense a exercé cette compétence en vertu de l'article 2 de l'arrêté royal du 21 juillet 2003. En cas d'empêchement légitime de la ministre de la

Justice, le ministre de la Défense exerce le droit d'injonction positive pour les dossiers concernant des francophones. M. Landuyt exerce ce droit pour les dossiers concernant des néerlandophones.

03.03 Tony Van Parys (CD&V) : Il serait plutôt question, en l'occurrence, d'un empêchement conjugal que d'un empêchement légal. Le droit d'injonction positive appartient à la ministre de la Justice. Il ne peut être purement et simplement transféré et il est très radical. Il est inacceptable que le conseil en question ait provoqué le recours au droit d'injonction positive. C'est l'avocat et non la ministre de la Justice qui aurait dû se faire remplacer.

L'incident est clos.

04 Question de M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'évacuation du palais de justice de Bruxelles" (n° 14710)

04.01 Tony Van Parys (CD&V) : Le palais de justice de Bruxelles est manifestement confronté à des problèmes de sécurité. J'ai déjà posé à la ministre des questions sur l'incendie survenu dans l'annexe et le clandestin trouvé dans le bâtiment principal. La semaine dernière, le bâtiment a été évacué après une alerte à la bombe.

S'agissait-il d'une menace sérieuse ? Une bombe a-t-elle été retrouvée ? Est-on sur la piste des auteurs ? Disposait-on d'un plan d'évacuation ? Comment l'évacuation s'est-elle déroulée ? A-t-on utilisé le système de haut-parleurs dont l'existence semblait avoir été oubliée depuis un certain temps ? Qui a dirigé les opérations ? Qu'est-il advenu des détenus ? Comment les 23 sorties ont-elles été sécurisées ? Où en est l'enquête sur l'incendie qui s'est produit dans l'annexe ? Quelles initiatives ont-elles déjà été prises pour garantir la sécurité du palais de justice ?

04.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : À la suite d'une alerte à la bombe anonyme, il a été décidé d'évacuer le palais de justice de Bruxelles. La police locale de la zone Bruxelles-Ixelles a géré la situation en collaboration avec le procureur général et le procureur du Roi de Bruxelles. L'évacuation d'un bâtiment tel que celui-là n'est pas facile et on ne peut en contrôler aisément les entrées et sorties.

Un colis suspect a été détruit par les services compétents. Ce colis contenait un mécanisme destiné à leurrer l'examen et à laisser croire qu'il s'agissait bien d'un engin explosif. Aucun autre colis suspect n'a été trouvé. Il a été néanmoins décidé que le palais de justice resterait inoccupé et inaccessible jusqu'au lendemain matin. L'enquête sur l'incendie volontaire du QB13 il y a deux ans nous a permis de déceler les lacunes et d'y remédier. L'enquête judiciaire sur cet incendie est toujours en cours.

À la suite de l'alerte de jeudi dernier, j'ai demandé au commissaire général de la police et au procureur général de m'adresser leur rapport sur le déroulement des événements. Les principaux protagonistes reconnaissent eux-mêmes les lacunes concernant le plan d'évacuation. J'attends ces rapports avant de prendre une décision définitive. Une enquête judiciaire est également en cours.

04.03 Tony Van Parys (CD&V) : Le palais de justice de Bruxelles présente indéniablement des lacunes en matière de sécurité. Il est inadmissible que des mesures ne soient prises qu'après un incident. Le système acoustique en est un exemple frappant : il a été installé à la suite d'un incident et a ensuite tout simplement été oublié. Un système de contrôle et de sécurité efficace est indispensable pour protéger les 23 issues.

Il est inquiétant que les instigateurs de l'incendie survenu dans le bâtiment annexe n'aient toujours pas été arrêtés. Comme la ministre l'avait elle-même déclaré en son temps, il ne s'agissait ni plus ni moins d'un attentat contre la Justice belge. Des mesures doivent impérativement être prises.

L'incident est clos.

Président : Tony Van Parys.

05 Question de Mme Martine Taelman à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les peines d'emprisonnement purgées dans le pays d'origine" (n° 14686)

05.01 Martine Taelman (VLD) : Voici un an, j'ai posé une question sur l'exécution des peines dans le pays

d'origine. J'avais annoncé, à l'époque, mon intention de suivre ce dossier de près. Il me revient aujourd'hui qu'un accord a enfin été signé avec le Maroc.

De quel accord s'agit-il exactement ? Quel est l'état du dossier en la matière avec d'autres pays, comme l'Algérie et le Congo ? À l'heure actuelle, combien de dossiers sont déjà finalisés et combien sont toujours à l'examen ?

05.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Ce dossier bouge beaucoup après avoir été laissé au frigo si longtemps.

J'ai fait ratifier la convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement, grâce à quoi les négociations ont pu commencer. Des négociations difficiles, puisqu'il faut l'accord de l'État d'exécution. Or, la surpopulation carcérale est un problème partagé par tous les pays. L'argument de la Belgique ne varie pas : il est peu concevable de préparer la réinsertion de personnes qui vont être expulsées de Belgique.

À force de négociations, il y a eu quelques balbutiements, notamment un transfèrement effectué vers la Bulgarie et trois en passe d'être exécutés vers la Bulgarie, la Roumanie et la France. Nous avons désigné une ambassadrice aux Affaires étrangères qui suit les négociations.

Au Conseil de l'Europe fut récemment prise une directive qui crée une automaticité. Cela bouge beaucoup dans le secteur.

Nous avons pris l'initiative de négocier au niveau bilatéral avec le Maroc. Cela n'a pas été simple mais nous avons abouti, hier, à la signature d'un traité bilatéral qui prévoit une "semi-automaticité". C'est la première fois que le Maroc accepte un tel traité.

Les condamnés sans titre de séjour et sans attache durable avec la Belgique seront transférés pour autant qu'il subsiste un délai d'un an avant la fin de la peine. Le nombre de personnes concernées était, hier, de 64 mais ce chiffre ne peut qu'augmenter sensiblement.

Pour le reste, nous avons également proposé à l'Albanie d'ouvrir des négociations. J'ai prévu de faire la même proposition à l'Algérie. Nous pouvons nous baser sur les termes de la négociation avec le Maroc pour tenter de convaincre d'autres partenaires.

Pour ce qui concerne le Congo, nous réfléchissons, en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, à un accord de transfèrement sur base d'un accord préalable du détenu.

C'est la première fois que des décisions sont prises en matière de transfèrement.

05.03 Martine Taelman (VLD) : Je me réjouis que les choses commencent à se mettre en place dans l'UE également. L'automatisme prévu est en effet de nature à nous épargner beaucoup de tracasseries administratives.

Avec le Maroc, la Belgique a négocié un semi-automatisme qui s'applique aux personnes sans titre de séjour ni liens durables avec notre pays et qui ont encore au moins un an à purger. Dans leur cas, un accord n'est pas nécessaire. Dois-je en déduire que pour les autres cas, il pourrait encore y avoir négociations et que des détenus pourraient purger leur peine au Maroc à condition que le Maroc marque son accord ?

05.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Il existe une automaticité mais, lorsque le Maroc estime pour certains dossiers que les indications que nous communiquons en ce qui concerne le titre de séjour et les attaches durables posent des questions, il peut demander une concertation.

05.05 Martine Taelman (VLD) : C'est déjà un fameux progrès. Mieux vaut tard que jamais.

L'incident est clos.

Président : Martine Taelman, président.

06 Questions jointes de

- **M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les déclarations du ministre de l'Intérieur au sujet des nominations politiques de magistrats par le Conseil supérieur de la Justice" (n° 14677)**

- **M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les nominations politiques dans la magistrature" (n° 14730)**

06.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Il a été beaucoup question ces derniers temps de la Justice. Des membres du gouvernement se sont même exprimés à ce sujet et leurs interventions écrites constituent en réalité une motion de méfiance à l'égard de la ministre de la Justice. Le livre *Eelt op mijn ziel* (l'âme endurcie) que vient de faire paraître le ministre de l'Intérieur Patrick Dewael en est une parfaite illustration. Il y déclare sans ambages qu'en dépit de la création du Conseil supérieur de la Justice, « le spectre des nominations sur recommandation politique n'a pas tout à fait disparu » et qu'au sein du Conseil, des « accords de pairage » sont passés « sur la base d'une communauté idéologique d'esprit ».

La ministre Onkelinx est-elle d'accord avec ces propos ? A-t-elle connaissance de tels « accords de pairage » ? Le ministre de l'Intérieur a-t-il abordé ce problème auprès de la ministre ou au sein du conseil des ministres ? A-t-il fait des propositions pour faire changer les choses ?

06.02 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Lors de l'élaboration de l'accord « Octopus », nous prédisions déjà que cela aboutirait, une fois encore, à une opération de politisation. Les nominations politiques représentent la moitié des nominations des membres du Conseil supérieur de la Justice, ce qui est une proportion beaucoup plus élevée que dans les pays voisins. Le CD&V a d'ailleurs également approuvé ce système dont M. Dehaene, premier ministre, avait même été l'architecte.

Le fait qu'il y ait encore des nominations politiques ne nous étonne donc pas, par contre, l'identité de la personne qui les annonce nous surprend. Si le ministre de l'Intérieur rend la chose publique, cela ne pourra donc que s'avérer ?

La ministre Onkelinx adhère-t-elle aux propos de son collègue ? S'est-elle concertée sur le sujet avec le Conseil supérieur de la Justice ? Le Conseil confirme-t-il ces propos ? Établit-on des listes par tribunal, de manière à pouvoir maintenir les équilibres existants ? Note-t-on, à ce niveau, des différences entre les commissions de nomination néerlandophones et francophones ?

Dans sa politique de nomination, la ministre elle-même recourt-elle à des critères idéologiques ou de politique partisane ? Quelles initiatives compte-t-elle prendre pour affranchir le Conseil supérieur de la politique partisane ?

06.03 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : Je ne vais pas commenter les propos ou rumeurs tenus par les uns et les autres. Le sujet des nominations des magistrats par le Conseil supérieur de la Justice n'a jamais été à l'ordre du jour des réunions du Conseil des ministres.

Dans quelques mois, il sera utile de réfléchir au travail accompli par les deux commissions du Conseil supérieur de la Justice et de dresser un bilan duquel pourraient ressortir des propositions de réforme. Les quelques cas où je n'ai pas pu suivre les recommandations du Conseil supérieur de la Justice se justifiaient par des objections légales, à savoir une motivation insuffisante qui m'a forcée à renvoyer le dossier au Conseil supérieur de la Justice. Je ne suis jamais intervenue autrement pour les nominations.

06.04 Servais Verherstraeten (CD&V) : Il est tragique qu'une institution créée à la faveur d'un large consensus politique doive à présent essuyer de telles critiques. L'objectif du Conseil supérieur consistait précisément à poursuivre la dépolitisation des nominations judiciaires, déjà entamée au début des années 90. Sous la coalition violette, la culture de la politisation n'a certainement pas été infléchie dans un sens positif. Aujourd'hui encore, de nombreuses nominations à effectuer au sein de l'administration reposent sur un rapport préétabli entre socialistes et libéraux.

Je veux bien croire que la ministre de la Justice a toujours nommé le candidat présenté mais, selon M. Dewael, l'intervention politique débute déjà en amont, au Conseil supérieur lui-même. Je regrette qu'il ne l'ait pas signalé au Conseil des ministres et, surtout, qu'aucune mesure n'ait été prise à cet égard. Il n'est pas correct que des membres du gouvernement rédigent des ouvrages comportant des critiques vis-à-vis de la politique d'un collègue. Cette question aurait dû être examinée en Conseil des ministres. Pareille attitude est caractéristique d'une fin de règne. Ce gouvernement est en fin de parcours et ne songe plus qu'à se profiler.

06.05 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Il est en soi très révélateur que la ministre ne démente aucunement les allégations publiées par M. Dewael dans son ouvrage, dont elle confirme ainsi le bien-fondé. Nous avons toujours dit que le Conseil supérieur de la Justice, qui est à 50 % l'émanation des partis politiques, prépare effectivement des nominations politiques. De l'avis de la ministre et de la coalition violette, le Conseil supérieur fournit du bon travail. En écrivant son ouvrage, le vice-premier ministre a fait œuvre utile car il montre qu'il existe encore des accords politiques. Ces derniers sont une réalité jusqu'aux plus hautes fonctions de la Justice. On se base toujours, et bien davantage qu'à l'étranger, sur des critères idéologiques et politiques. Si des réformes sont effectivement opérées après les élections, les désignations politiques au sein du Conseil supérieur devront cesser ou au moins être très largement réduites.

L'incident est clos.

07 Question de M. Claude Marinower à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la consommation de drogues dans les prisons" (n° 14544)

07.01 Claude Marinower (VLD) : J'ai introduit cette question en réaction à l'information selon laquelle deux détenus seraient peut-être décédés des suites d'une surdose, à la prison d'Audenaarde. Ces informations sont-elles exactes ?

Où en est la politique qui devait être élaborée en la matière ? Je pense aux coordinateurs en matière de drogues et aux autres mesures qui auraient dû être prises pour exclure toute consommation de drogue dans les prisons. Ces dernières années, plusieurs cas se sont présentés. De même, les gardiens de prison se sont parfois mis en grève parce qu'ils se sentaient menacés par des mouvements de révolte de détenus qui se plaignaient de subir trop de contrôles et de ne plus pouvoir accéder à la drogue. Il semblerait donc que la prison en question connaisse un important problème de trafic de drogue.

07.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : La circulaire ministérielle de juillet 2006 consacrée au problème de la drogue dans les prisons exige que les autorités pénitentiaires élaborent, en collaboration avec les représentants de la police, un plan de lutte global national. Le groupe de pilotage central Drogues a décidé d'associer aussi le parquet à cette initiative.

Ce groupe de pilotage a proposé un plan d'action en dix points pour 2007. Une attention particulière a été accordée à la lutte contre la fourniture de drogue dans les prisons. Cette année, des actions de sensibilisation axées sur les parents qui rendent visite aux détenus seront menées. Des mesures renforcées seront prises à l'égard des visiteurs qui essaient malgré tout d'introduire de la drogue. Le groupe de pilotage se penche également sur la manière de soutenir et d'aider les personnes mises sous pression pour participer à un trafic de drogue.

Un autre plan d'action concerne la prévention et l'accompagnement des détenus toxicomanes. L'analyse scientifique d'une section sans drogue comme celle de Ruiselede montre qu'il y a nettement moins de cas de récidive parmi les détenus qui se sont engagés dans ce projet. En 2007, un centre du même type sera mis en place en Wallonie.

Le projet « point central de signalement », mené avec succès à Anvers, Bruges et Gand est étendu aux prisons d'Hasselt et d'Audenaarde. A Lantin, un projet pilote associant des experts dans le domaine de l'aide aux toxicomanes au fonctionnement du service médical a été lancé.

Dans le cadre d'initiatives menées actuellement en Flandre et en Wallonie, des organisations dépendant des Communautés ou des Régions attirent de l'expertise dans les prisons sous la forme d'une offre adéquate de formations et d'un appui au développement d'une politique locale de prévention en matière de drogue.

Il va de soi que je regrette les incidents tels que celui survenu à Audenarde. Toutefois, je constate que grâce à l'amélioration de la prévention, de l'accueil et du traitement prévue par le plan d'action qui a été présenté, la lutte contre la consommation de drogues dans les prisons évolue dans le bon sens.

07.03 Claude Marinower (VLD) : J'estime que les conditions dans lesquelles ces décès sont survenus sont hallucinantes. J'ai déjà posé des questions à ce sujet il y a un an. On a évoqué à l'époque l'engagement de coordinateurs. Ces engagements ont déjà eu lieu. Je prends bonne note des projets en matière de prévention et de sensibilisation. Je reçois cependant des signaux fort différents concernant la situation sur le terrain. Le problème de la drogue traîne en longueur parce qu'on estime que les gens qui se procurent de la drogue dans les prisons sont plus calmes. Telle est la réalité dans tout ce qu'elle a de plus choquant.

Les visiteurs seront sensibilisés au problème, mais entre-temps, les visiteurs professionnels tels que les avocats et les greffiers doivent subir un contrôle avec un détecteur de métaux. Il est pourtant connu que l'approvisionnement des prisonniers en drogues est assuré par de simples visiteurs.

Je note que plusieurs campagnes seront mises sur pied et élargies. Il s'agit d'un pas dans la bonne direction, mais il manque toujours des mesures à la base.

07.04 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : Il est délicat de fouiller les visiteurs, parfois dans des endroits intimes. On fait parfois appel à des chiens renifleurs mais il n'y a pas assez de chiens pour les 33 établissements pénitentiaires de ce pays. Peut-être ai-je trop mis l'accent sur la sensibilisation et aurais-je dû citer toutes les autres actions du plan anti-drogue 2007. Je reste cependant persuadée que ce volet est très important. À Lantin où plusieurs personnes étaient mortes d'overdose, les établissements de santé publique ont mené un travail de sensibilisation dans la prison. Cela a été positif puisque le trafic de ces substances a pris fin.

07.05 Claude Marinower (VLD) : À aucun moment je n'ai tenté de minimiser les efforts consentis. Je trouve seulement incroyable que, malgré tous les moyens déployés, des détenus meurent encore d'une overdose en prison.

L'incident est clos.

08 Question de M. Bart Tommelein à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les conséquences de jugements dans les procédures de divorce imposant la garde alternée" (n° 14716)

08.01 Bart Tommelein (VLD) : La garde alternée est de plus en plus souvent prononcée en cas de divorce. Si elle est positive en soi, elle a toutefois des effets pervers. Ainsi, il arrive fréquemment qu'un des partenaires s'établisse dans une autre commune après le prononcé du divorce. L'enfant est alors amené à fréquenter deux écoles. Cette situation génère une charge administrative supplémentaire pour les écoles et entraîne des conséquences émotionnelles importantes pour l'enfant.

La ministre a-t-elle connaissance des conséquences que la garde alternée peut avoir pour certains enfants ? Dispose-t-elle de chiffres concernant le nombre d'enfants amenés à fréquenter deux écoles ? Quelles mesures compte-t-elle prendre pour remédier à ce problème ? Il me semble logique que le juge estime dans certains cas que la garde alternée n'est pas envisageable.

08.02 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais) : En vertu du principe de l'autorité parentale conjointe, les deux parents doivent choisir l'école ensemble. S'ils n'y parviennent pas, cette décision appartient à un juge.

Le modèle de l'hébergement égalitaire, tel que défini dans la loi du 19 juillet 2006, n'est pas contraignant. Le juge peut y déroger en fonction des circonstances.

Obliger un enfant à fréquenter deux écoles différentes n'est pas indiqué et cette solution n'est possible qu'en maternelle uniquement. La coparentalité ne peut impliquer l'obligation de changer d'école pour l'enfant. Dans la plupart des cas, c'est le divorce qui pose problème et non le nombre de jours que l'enfant passe chez les deux parents.

08.03 Bart Tommelein (VLD) : Il est important que les juges soient correctement informés du fait qu'en cas de divorce par consentement mutuel, le choix de l'école doit également être stipulé clairement. Envoyer l'enfant dans une seule école peut être une condition contraignante pour prononcer un régime de coparentalité.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la valeur du point en ce qui concerne les prestations d'avocats dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne" (n° 14718)

09.01 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Les bureaux d'aide juridique des barreaux flamands et le département « Accès au droit » craignent que la valeur du point attribué pour des prestations dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne ne continue à diminuer.

Au cours de l'année judiciaire 2004-2005, la valeur du point était de 24,288 euros alors qu'en 2005-2006, elle a chuté à 22,799 euros. Cette diminution est le résultat d'un élargissement de l'accès à l'aide juridique gratuite, alors que le budget relatif aux rémunérations des avocats est resté le même.

La ministre a déjà déclaré par le passé qu'elle était favorable à une valeur fixe du point. Quelles mesures la ministre prendra-t-elle pour que le point atteigne à nouveau un niveau suffisamment élevé ?

09.02 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais) : Lors du contrôle budgétaire de ce week-end, j'ai fait en sorte que le budget nécessaire soit dégagé pour maintenir en 2007 la valeur du point à 24,228 euros, soit le même montant qu'en 2006.

Le budget de l'assistance juridique a d'ailleurs été augmenté en proportion de l'extension des conditions d'accès et est passé de 25 millions en 2003 à 50 millions en 2007. Cette augmentation s'est traduite depuis 2003 par une hausse constante de la valeur du point qui, de 18,20 euros, est passée à plus de 24 euros.

Ce week-end, il a également été décidé d'assouplir encore les conditions d'accès à l'assistance juridique à partir du 1^{er} septembre 2007. Les personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté pourront recourir gratuitement aux services d'un avocat. Pour les isolés, le seuil est porté de 795 à 822 euros et les handicapés pourront prétendre à une assistance juridique gratuite, qu'ils perçoivent ou non un revenu d'intégration.

Ce gouvernement a déjà consenti de nombreux efforts mais je considère pour ma part que le système de l'assistance juridique ne sera au point que lorsqu'il reposera sur un système d'enveloppe ouverte et un point indexable de 25 euros.

09.03 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Je remercie Madame la ministre pour ses efforts visant à maintenir la valeur du point. C'est un véritable soutien pour les bureaux d'aide juridique et les avocats pro Deo.

Si le budget destiné à l'aide juridique a augmenté, ces moyens ne sont pas seulement destinés à la rémunération des avocats pro Deo. En effet, cette enveloppe sert également à financer les maisons de justice.

L'assouplissement croissant des conditions d'accès est une bonne chose, même si elle risque évidemment d'entraîner à nouveau une augmentation du nombre de prestations à effectuer par les avocats pro Deo.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Martine Taelman à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le manque de communication relative aux panneaux signalant la présence de smog" (n° 14688)

10.01 Martine Taelman (VLD) : La semaine dernière, une limitation à 90 km/h de la vitesse maximale autorisée a été appliquée sur plusieurs routes en raison d'une alerte au smog. Or cette mesure a semé la confusion malgré de multiples communiqués radiophoniques. Aussi ne faut-il pas s'étonner que tant d'infractions aient été commises. Si l'on en croit la police de la route, un automobiliste sur trois roulait trop vite.

Certes, il est permis de s'interroger sur le fait que la ministre a mal communiqué au sujet de cette règle mais il est encore plus incompréhensible qu'elle ne se soit apparemment pas concertée au préalable avec la police et la Justice. La ministre a déclaré qu'elle ne souhaitait pas imposer des règles aux parquets *a posteriori* – elle doit le faire avant, cela va de soi – mais je lui demande néanmoins d'aborder cette question au collège des procureurs généraux. Enfin, cette mesure aura des répercussions pour nos concitoyens.

Y a-t-il eu une concertation entre le gouvernement fédéral et le ministre flamand Peeters au sujet de cette limitation de la vitesse maximale autorisée ? Comment les gouvernements flamand et fédéral pourraient-ils à l'avenir mieux harmoniser leurs approches différentes sur le plan des poursuites engagées contre les automobilistes qui enfreignent la mesure smog ?

10.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Le ministre Peeters n'a pris aucune initiative pour me rencontrer avant l'entrée en vigueur de la limitation de vitesse en cas de smog. Dès lors, la responsabilité de la mauvaise communication ne peut être portée par les parquets.

Par ailleurs, la suggestion faite par le ministre Peeters aux parquets de procéder au classement sans suite est contraire au principe de la séparation des pouvoirs. Même la ministre de la Justice n'a pas la possibilité d'utiliser un droit d'injonction négative.

Le réseau d'expertise « sécurité routière » du Collège des procureurs généraux m'a fait savoir qu'il sera fait application des circulaires habituelles relatives aux infractions liées à la vitesse.

En ce qui concerne l'harmonisation de la communication sur la politique de recherche et des poursuites, le ministre Peeters devrait faire correspondre sa communication à la politique des parquets.

10.03 Martine Taelman (VLD) : Le moins qu'on puisse dire, c'est que le ministre flamand Peeters et son parti n'ont pas fait preuve de bonne gouvernance. La ministre de la Justice devrait peut-être lui demander instamment de mieux communiquer lorsque de telles mesures sont prises et aussi de se concerter avec le collège des procureurs généraux.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Martine Taelman à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'examen de candidat-secrétaire et de candidat-greffier" (n° 14715)

11.01 Martine Taelman (VLD) : L'annonce d'un examen de candidat-greffier et de candidat-secrétaire a été publiée au *Moniteur belge* du 1^{er} juin 2006. Pour pouvoir participer à cet examen, il faut être titulaire d'un certificat donnant accès à une fonction de niveau 1 ou 2. Pour le niveau 2, il faut avoir exercé la fonction de rédacteur ou d'employé auprès d'un greffe ou d'un secrétariat de parquet pendant au moins trois ans. Les personnes qui y travaillent depuis peu ne peuvent donc pas participer à l'examen. Il en résulte que les greffes et les parquets sont ainsi privés d'un personnel compétent titulaire, par exemple, d'un diplôme en pratique judiciaire ou en informatique.

La réforme des niveaux B, C et D a déjà été publiée au *Moniteur belge*. La réforme du niveau A a été adoptée en commission la semaine dernière et sera bientôt inscrite à l'ordre du jour de la séance plénière. Des fonctions de niveau B n'ont cependant pas été prévues dans la majorité des parquets et, en outre, toute personne entrant en ligne de compte pour exercer une fonction de niveau B est invitée à venir travailler au SPF Justice. Les parquets sont ainsi privés de personnel compétent.

La condition des trois ans d'expérience en qualité de rédacteur ou d'employé ne peut-elle être supprimée ? Pourquoi des fonctions de niveau B ne sont-elles pas prévues au sein des parquets, afin que des diplômés

en pratique judiciaire et en informatique puissent y être engagés ?

11.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Aux termes de la loi du 17 février 1997, les fonctions de greffier adjoint et de secrétaire adjoint sont essentiellement des fonctions de promotion, ce qui requiert d'avoir préalablement exercé une fonction d'un niveau inférieur. Outre d'être détenteur d'un diplôme de niveau C au moins, l'intéressé doit posséder trois années d'expérience dans un greffe ou un secrétariat de parquet. En vertu de l'article 269ter du Code judiciaire, les conditions de nomination à ces fonctions constituent également des conditions de participation à l'examen de candidat-greffier et de candidat-secrétaire. Cette structure de carrière fermée rend en effet malaisée l'intégration de nouveau personnel.

Depuis le début de cette législature, je m'efforce de moderniser tout cela en recherchant l'équilibre entre le maintien des perspectives de carrière pour le personnel en service et la nécessité d'attirer de nouvelles personnes, c'est-à-dire l'équilibre entre la promotion et le recrutement. Cette double structure a été introduite par la loi du 10 juin 2006 et l'arrêté d'exécution du 10 novembre 2006. Elle permet de dorénavant procéder directement à des recrutements aux niveaux C ou B. Le cadre du personnel adapté à cette nouvelle carrière comprend d'ailleurs déjà 48 postes au niveau B (experts) et, pour divers projets, il a été procédé à des recrutements au niveau B.

Les protocoles d'accord avec les justices de Liège et d'Anvers prévoient le recrutement de bibliothécaires ou de gradués en droit. Trois gradués en droit ont récemment été engagés au parquet de Charleroi. Je soutiens pleinement cette tendance.

Quant à la question relative à la participation à l'examen, je renvoie surtout à la seconde partie de la réforme de la carrière, à savoir la modification des fonctions de secrétaire et de greffier. La semaine dernière, le Sénat a approuvé ce projet de loi qui classe les fonctions de greffier et de secrétaire au niveau B, de sorte que toutes ces fonctions – environ 2 270 postes – sont également accessibles directement par le biais du recrutement. De nouveaux candidats pourront, sur la base d'un diplôme de niveau B, prendre part à l'examen de recrutement et trouver leur place au sein des greffes ou des secrétariats de parquet.

11.03 Martine Taelman (VLD) : La ministre fait état de plusieurs initiatives et protocoles d'accord à Liège, Anvers et Charleroi. Compte-t-on dès lors évaluer les besoins par parquet?

L'incident est clos.

Le **président** : La question n° 14731 de M. Geert Versnick est reportée.

La réunion publique de commission est levée à 11 h 58.

De vergadering wordt geopend om 10.28 uur en voorgezeten door mevrouw Martine Taelman.

01 Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de uitspraken van minister Landuyt over het vervolgsysteem inzake verkeersveiligheid" (nr. 14622)

01.01 Melchior Wathelet (cdH): Minister Landuyt wil het ook wel eens hebben over iets anders dan de verkeersveiligheid: ook inzake justitie schijnt hij over van alles een mening te hebben. Zo staat hij een wijziging voor van de regels met betrekking tot de invrijheidstelling: daarmee moest het maar eens afgelopen zijn, de straf die wordt uitgesproken moet ook worden uitgevoerd. Dat is anders niet altijd zijn standpunt geweest.

Over de verkeersveiligheid spreekt hij spierballentaal.

Bij het afsluiten van de Staten-Generaal van de verkeersveiligheid verklaarde hij dat er wel een politiebeleid inzake de vervolging van overtredingen bestaat, maar dat de parketten de door de politie vastgestelde overtredingen niet vervolgen. Dat is onrustwekkend.

Volgens minister Landuyt passen de parketten in de onderscheiden arrondissementen 27 verschillende strategieën toe en ontbreekt elk federaal beleid met betrekking tot het gevolg dat aan de door de politie

vastgestelde overtredingen moet worden gegeven.

Zijn die verklaringen gegrond? Bevestigt u het standpunt van de minister van Mobiliteit? Zijn de richtlijnen van de minister van Justitie en het College van Procureurs-generaal inzake verkeersveiligheid duidelijk? Heeft u het met de betrokkenen over een ander? De heer Landuyt lijkt het tegendeel te beweren. Worden de richt- en beleidslijnen van de procureurs-generaal en de uitvoering ervan door de onderscheiden parketten geëvalueerd?

01.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Ik zal uiteraard geen commentaar leveren op de uitslatingen van een van mijn collega's. Mijnheer Wathelet, als u met minister Landuyt daarover van gedachten wil wisselen, stel hem dan een vraag.

De richtlijnen van de minister van Justitie en het College van Procureurs-generaal inzake vervolging zijn eenvormig wat de meeste overtredingen betreft.

Dat zijn bindende richtlijnen. De procureurs des Konings kunnen hun eigen prioriteiten stellen, maar die moeten altijd stroken met de in die omzendbrieven vastgestelde algemene principes.

In 80 à 90 procent van de gevallen wordt de overtreder gestraft. Er is geen sprake van een laksheid op dat gebied.

Een bepaald percentage van de overtredingen wordt inderdaad geseponeerd, maar zeer vaak is daar een objectieve reden voor.

Net als u vind ik dat een en ander regelmatig geëvalueerd moet worden, ook al is dat niet altijd gemakkelijk, rekening houdend met de vele wetswijzigingen.

Samen met het College van Procureurs-generaal, de Dienst voor het Strafrechtelijk beleid en de vzw Ouders van Verongelukte Kinderen werk ik momenteel aan een beter slachtofferbeleid. In die werkgroep worden een aantal belangrijke ideeën besproken.

01.03 **Melchior Wathelet** (cdH): De houding van een minister die doet alsof alles prima verloopt bij de politie en alles misloopt bij de parketten en bij justitie, vind ik ondermaats. Dat is zwart-witdenken van de ergste soort, en dat komt volgens mij ook helemaal niet overeen met de realiteit.

U heeft net aangetoond dat er wel degelijk een beleid gevoerd wordt op dat gebied en dat er richtlijnen bestaan.

Het beleid moet continu geanalyseerd en getoetst worden aan de situatie per arrondissement, want er moet rekening gehouden worden met de specifieke toestand inzake verkeersveiligheid.

Over andere materies doet het gerecht wel uitspraak, bijvoorbeeld over de luchthaven van Zaventem, en dan voert de minister de vonnissen zelf niet uit!

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van de heer Denis Ducarme aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de erkenning en de financiering van een deel van de moslimgebedshuizen in Wallonië door de provinciale instellingen" (nr. 14750)**

02.01 **Denis Ducarme** (MR): Van diverse provinciale overheden heb ik vernomen dat uw departement een vraag heeft gesteld in verband met de erkenning en de financiering van een deel van de moslimgebedshuizen in Wallonië door de provinciale instellingen. Kan u die informatie bevestigen? Om hoeveel gebedshuizen gaat het? Wat is er precies aan de hand?

02.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): De erkenning van de moskeeën is niet langer een federale aangelegenheid. Ze valt thans onder de departementen van de gewestelijke ministers van Binnenlandse Aangelegenheden. De federale overheid blijft bevoegd voor de uitbetaling van de wedden en pensioenen van

de beoefenaars van de erkende erediensten, doch enkel wanneer die gebedshuizen niet door de Gewesten erkend zijn.

02.03 Denis Ducarme (MR): Uw antwoord verrast me. De leden van de bestendige deputatie die me gecontacteerd hebben, hebben me verteld dat de besprekingen in verband met de erkenning en de financiering van de moskeeën door de provincies op uw verzoek werden gevoerd.

Ik zal de socialistische gedeputeerden meedelen dat u ter zake niet bevoegd bent en dat ze derhalve geen rekening hoeven te houden met de injuncties die u zou hebben gegeven.

02.04 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Het spreekt voor zich dat ik niemand enige injunctie geef daar deze materie niet tot mijn bevoegdheid behoort.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Tony Van Parys aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de uitoefening van het positief injunctierecht door de minister van Landsverdediging" (nr. 14724)

03.01 Tony Van Parys (CD&V): De minister van Landsverdediging heeft zijn positief injunctierecht uitgeoefend om de intrekking te vorderen van het arrest van het Hof van Cassatie houdende onttrekking van een dossier aan de Belgische rechtscollages in toepassing van de zogenaamde genocidewet. Kan het positief injunctierecht van de minister van Justitie wel door de minister van Landsverdediging worden uitgeoefend?

03.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De minister van Landsverdediging oefende die bevoegdheid uit op basis van artikel 2 van het KB van 21 juli 2003. In geval van wettige verhindering van de minister van Justitie oefent de minister van Landsverdediging het positief injunctierecht uit voor wat de Franstalige dossiers betreft. Minister Landuyt doet dat voor de Nederlandstalige dossiers.

03.03 Tony Van Parys (CD&V): Er is hier eerder sprake van echtelijke dan van wettelijke verhindering. Het positief injunctierecht is een bevoegdheid eigen aan de minister van Justitie. Het kan niet zomaar worden overgedragen en is zeer ingrijpend. Het is onaanvaardbaar dat de raadsman in kwestie het positief injunctierecht uitlokte. Er is hier sprake van tegenstrijdigheid van belangen. De advocaat in kwestie moest zich laten vervangen, niet de minister van Justitie.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Tony Van Parys aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de ontruiming van het gerechtsgebouw te Brussel" (nr. 14710)

04.01 Tony Van Parys (CD&V): Het Brusselse gerechtsgebouw kampt duidelijk met veiligheidsproblemen. Ik stelde de minister eerder al vragen over de brand in het bijgebouw en de verstekeling die in het hoofdgebouw werd aangetroffen. Vorige week werd het gebouw ontruimd na een bommelding.

Hoe ernstig was de dreiging? Werd er een bom aangetroffen? Is er een spoor van de daders? Was er een evacuatieplan? Hoe gebeurde de evacuatie? Werd het luidsprekersysteem, waarvan het bestaan een tijdlang uit het oog werd verloren, gebruikt? Wie nam de leiding? Wat gebeurde er met de gedetineerden? Hoe zijn de 23 uitgangen beveiligd? Wat is de stand van zaken van het onderzoek naar de brand in het bijgebouw? Welke initiatieven werden al genomen om de veiligheid in het gerechtsgebouw te garanderen?

04.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Na een anonieme bommelding werd beslist het Brusselse justitiepaleis te ontruimen. De lokale politie van de zone Brussel-Elsene had, samen met de procureur-generaal en de procureur des Konings te Brussel, de leiding over die operatie. Het ontruimen van dat soort gebouwen is geen gemakkelijke opgave en het is niet eenvoudig de in- en uitgangen te controleren. De bevoegde diensten hebben een verdacht pakje vernietigd. Het bevatte een mechanisme dat de onderzoekers om de tuin moest leiden en de indruk moest wekken dat het wel degelijk om een springtuig ging. Er werd geen enkel ander verdacht pakje gevonden. Toch werd beslist dat het justitiepaleis tot de volgende ochtend niet zou worden gebruikt en ontoegankelijk zou blijven.

Het onderzoek naar de brandstichting van QB13 twee jaar geleden bracht een aantal lacunes aan het licht, waarvoor een oplossing werd gezocht. Het gerechtelijk onderzoek naar die brand loopt nog.

Naar aanleiding van het bomalarm van vorige donderdag heb ik de commissaris-generaal van de politie en de procureur-generaal gevraagd me hun verslag over het verloop van de gebeurtenissen te bezorgen. De belangrijkste spelers geven zelf toe dat het ontruimingsplan een aantal leemten vertoont. Ik zal een definitieve beslissing nemen eens ik over die verslagen beschik. Er is eveneens een gerechtelijk onderzoek aan de gang.

04.03 Tony Van Parys (CD&V): Er zijn duidelijk veiligheidslacunes in het Brusselse gerechtsgebouw. Het kan toch niet dat er alleen maatregelen worden getroffen na een incident. Het luidsprekersysteem is daar een sprekend voorbeeld van: het werd geïnstalleerd na een voorval en werd daarna gewoon vergeten. Een sluitend controle- en veiligheidssysteem is nodig om de 23 uitgangen te beveiligen.

Het is zorgwekkend dat de aanstichters van de brand in het bijgebouw nog altijd niet werden gevat. Zoals de minister toen zelf zei, ging het om een regelrechte aanslag tegen de Belgische Justitie. Maatregelen mogen niet uitblijven.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: de heer Tony Van Parys.

05 Vraag van mevrouw Martine Taelman aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het uitzitten van de gevangenisstraf in het land van herkomst" (nr. 14686)

05.01 Martine Taelman (VLD): Een half jaar geleden stelde ik een vraag over de strafuitvoering in het land van herkomst. Ik beloofde toen dat ik dit op de voet zou volgen. Vandaag lees ik in de krant dat er eindelijk een akkoord met Marokko werd ondertekend.

Welk akkoord werd precies ondertekend? Wat is de stand van zaken op dit vlak met landen als Algerije en Congo? Hoeveel dossiers zijn er op dit moment al uitgevoerd en hoeveel zijn er nog in behandeling?

05.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Dit dossier is erg lang in de koelkast blijven liggen, maar nu komt er op diverse fronten schot in.

Ik heb het verdrag van de Raad van Europa inzake de overbrenging van gevonnniste personen laten ratificeren, waarna de onderhandelingen van start konden gaan. Die onderhandelingen verliepen trouwens moeizaam, want de Staat van tenuitvoerlegging moet zijn goedkeuring verlenen. Overbevolkte gevangenissen vormen echter een probleem in alle landen. België blijft bij zijn argumentatie: je kan moeilijk de reclassering voorbereiden van personen die sowieso het land uitgezet zullen worden.

Dankzij onverdroten onderhandelen werden toch al een paar succesjes geboekt: zo werd een persoon overgebracht naar Bulgarije, drie andere zullen weldra overgebracht worden naar respectievelijk Bulgarije, Roemenië en Frankrijk. We hebben bij Buitenlandse Zaken een ambassadrice aangesteld die de onderhandelingen opvolgt.

De Raad van Europa heeft onlangs een richtlijn aangenomen waardoor een automatisme ingesteld wordt. Ik zei het al: er komt volop beweging in dit dossier.

We hebben het initiatief genomen om op bilateraal niveau met Marokko te onderhandelen. Al waren die onderhandelingen niet eenvoudig, ze werden gisteren bekroond met de ondertekening van een bilateraal verdrag dat in een semiautomatisme voorziet. Het is de eerste keer dat Marokko zich bereid toont dergelijke overeenkomst aan te gaan.

Veroordeelden zonder verblijfsvergunning of duurzame band met België zullen worden overgebracht indien ze nog minstens een jaar van hun straf moeten uitzitten. Gisteren bedroeg hun aantal 64; verwacht wordt dat het aanzienlijk zal toenemen.

Ook aan Albanië hebben we onderhandelingen voorgesteld. Ik ben hetzelfde van plan met Algerije. We

kunnen ons op de voorwaarden van de onderhandelingen met Marokko baseren als we nog andere partners trachten te overtuigen.

Wat Congo betreft, denken we samen met de minister van Buitenlandse Zaken na over een akkoord betreffende de overbrenging van gevangenen, gestoeld op hun voorafgaand akkoord.

Het is de eerste keer dat beslissingen over de overbrenging worden genomen.

05.03 Martine Taelman (VLD): Het doet me genoeg dat ook binnen de EU de zaken nu in beweging komen. Het automatisme kan veel administratieve rompslomp besparen.

Met Marokko werd onderhandeld over een semi-automatisme. Dat geldt voor personen zonder verblijfstitel en zonder duurzame banden en die minstens nog een jaar moeten uitzitten. Dan is er geen akkoord nodig. Leid ik daaruit af dat voor de andere gevallen nog wel kan worden onderhandeld en dat met akkoord van Marokko gevangenen in Marokko hun straf kunnen uitzitten?

05.04 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Er bestaat wel degelijk een automatisme. Maar wanneer Marokko voor bepaalde dossiers vragen heeft bij onze gegevens inzake de verblijfsvergunning en de duurzame band, kan overleg worden gepleegd.

05.05 Martine Taelman (VLD): Dat is al een hele vooruitgang. Beter laat dan nooit.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: mevrouw Martine Taelman.

06 Samengevoegde vragen van

- de heer **Servais Verherstraeten** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de uitspraken van de minister van Binnenlandse Zaken over de politieke benoemingen van magistraten door de Hoge Raad voor de Justitie" (nr. 14677)
- de heer **Bart Laeremans** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de politieke benoemingen bij de magistratuur" (nr. 14730)

06.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Er wordt de laatste tijd heel wat geschreven over Justitie, en nog wel door mensen die zelf in de regering zitten. Hun kritische geschriften zijn eigenlijk een motie van wantrouwen tegen de minister van Justitie. Een mooi voorbeeld is het boekje *Eelt op mijn ziel* van minister van Binnenlandse Zaken Dewael, waarin hij onomwonden zegt dat, ondanks de oprichting van de Hoge Raad voor de Justitie "het spook van de politieke benoemingen niet helemaal weg is" en dat er binnen de Raad "stemafspraken" gemaakt worden "op basis van ideologie".

Is minister Onkelinx het daarmee eens? Heeft zij weet van zulke stemafspraken? Heeft de minister van Binnenlandse Zaken deze problematiek aangekaart bij de minister of in de Ministerraad? Heeft hij voorstellen gedaan om daar verandering in te brengen?

06.02 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Bij de totstandkoming van het Octopusakkoord hebben wij er al voor gewaarschuwd dat dit weer op een politiseringsoperatie zou uitdraaien. De helft van de leden van de Hoge Raad voor de Justitie wordt aangeduid door de politiek. Dat is veel meer dan in de ons omringende landen. Ook CD&V heeft dit systeem trouwens mee goedgekeurd, premier Dehaene was er zelfs de architect van.

Dat er nog politieke benoemingen zijn, verbaast ons dus niet, maar de identiteit van de boodschapper wel. Als de minister van Binnenlandse Zaken het openbaar maakt, dan zal het wel waar zijn zeker?

Kan minister Onkelinx instemmen met de uitspraken van haar collega? Heeft zij hierover overleg gepleegd met de Hoge Raad? Wordt de uitspraak bevestigd door de Raad? Wordt er per rechtbank gewerkt met lijsten, zodat de bestaande evenwichten bestendig kunnen worden? Zijn er op dat vlak verschillen tussen de Nederlandstalige en Franstalige benoemingscommissies?

Hanteert de minister in haar benoemingsbeleid zelf partijpolitieke of ideologische criteria? Welke initiatieven zal zij nemen om de Hoge Raad uit partijpolitiek vaarwater te houden?

06.03 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Ik zal geen commentaar geven op uitspraken van dezen of genen of geruchten die her en der worden verspreid. De kwestie van de benoemingen van magistraten door de Hoge Raad voor de Justitie is nooit aan de orde geweest in de Ministerraad.

Over enkele maanden zal het aangewezen zijn om over het door de beide commissies van de Hoge Raad voor de Justitie geleverde werk te reflecteren en een balans op te maken, uitgaande waarvan voorstellen tot hervorming op papier zouden kunnen worden gezet. Slechts in enkele gevallen kon ik de aanbevelingen van de Hoge Raad voor de Justitie niet volgen omdat er wettelijke bezwaren in de weg stonden, zoals een ontoereikende motivering, waardoor ik genoodzaakt was het dossier terug te sturen naar de Hoge Raad voor de Justitie. Ik ben nooit anderszins tussenbeide gekomen wat de benoemingen betreft.

06.04 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Het is tragisch dat een instelling die door een ruime politieke consensus tot stand is gebracht, nu dergelijke kritiek te verduren krijgt. Het was juist de bedoeling van de Hoge Raad om de depolitisering van de rechterlijke benoemingen, die al in de vroege jaren '90 ingezet was, voort te zetten. Onder paars is de cultuur van politisering zeker niet ten goede omgebogen. Ook nu nog staan er heel wat benoemingen in de administratie op het getouw waarbij de verdeling tussen socialisten en liberalen al uitgemaakt is.

Ik wil best aannemen dat de minister van Justitie bijna altijd de voorgedragen kandidaat benoemd heeft, maar volgens minister Dewael begint de politieke inmenging al stroomopwaarts, bij de Hoge Raad zelf. Ik betreurt dat hij dit niet aangekaart heeft in de Ministerraad en vooral dat er niets aan gedaan is. Het is niet fatsoenlijk dat regeringsleden boekjes schrijven met kritiek op het beleid van een collega. Dit had in de Ministerraad besproken moeten worden. Dit gedrag is typisch voor een *fin de règne*. Dit bestuur heeft afgedaan. Het is enkel nog bezig met profilering.

06.05 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Het is op zich uiterst verhelderend dat de minister nergens tegensprekt wat minister Dewael in zijn boek schrijft. De minister bevestigt zijn gelijk. Wij hebben er steeds voor gewaarschuwd dat de Hoge Raad voor de Justitie, die voor 50 procent partijpolitiek is samengesteld, wel degelijk politieke benoemingen voorbereidt. Volgens de minister en paars levert de Hoge Raad goed werk. Het is nuttig dat de vicepremier het boekje schreef, want het toont aan dat er nog altijd partijpolitieke afspraken zijn. Die afspraken spelen tot bij de hoogste functies een rol bij Justitie. Men werkt - veel meer dan in het buitenland - nog altijd volgens ideologische en partijpolitieke criteria. Als er na de verkiezingen inderdaad hervormingen komen, moeten de partijpolitieke aanduidingen in de Hoge Raad ophouden of minstens heel sterk verminderen.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van de heer Claude Marinower aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het drugsgebruik in de gevangenis" (nr. 14544)**

07.01 **Claude Marinower** (VLD): Ik heb deze vraag ingediend naar aanleiding van het bericht dat twee gevangenen in de gevangenis van Oudenaarde mogelijkwijze zijn overleden aan de gevolgen van overmatig drugsgebruik. Zijn de berichten over de sterfgevallen in Oudenaarde juist?

Hoe ver staat het met het beleid dat men ter zake moest uitstippelen? Ik verwijs naar de drugscoördinatoren en de andere maatregelen die men zou nemen om drugsgebruik in de gevangenis uit te sluiten. De vorige jaren hebben zich herhaaldelijk gevallen voorgedaan. Cipers staakten soms ook omdat ze zich bedreigd voelden door opstandjes van gevangenen die klaagden over te veel controles en het feit dat ze niet meer aan drugs geraakten. De drugshandel blijft daar blijkbaar welig tieren.

07.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): De ministeriële rondzendbrief van juli 2006 over de drugsproblematiek in de gevangenissen vereist dat de gevangenisautoriteiten samen met de politieafgevaardigden een nationaal globaal bestrijdingsplan uitwerken. De centrale stuurgroep Drugs besliste om ook het parket daarbij uit te nodigen.

Deze stuurgroep heeft een actieplan voor 2007 voorgesteld met een tienpuntenplan. Er werd bijzondere aandacht besteed aan de strijd tegen het aanbieden van drugs in de gevangenissen. Dit jaar start men met sensibilisatieacties voor verwanten die gedetineerden bezoeken. Er komen verscherpte maatregelen tegen bezoekers die desondanks toch drugs proberen binnen te smokkelen. De stuurgroep onderzoekt ook hoe men personen die onder druk worden gezet om mee te werken aan drugsmokkel, ondersteuning en hulp kan bieden.

Een ander actieplan heeft betrekking op preventie en behandeling van drugverslaafde gedetineerden. Een wetenschappelijke analyse van een drugsvrije afdeling zoals in Ruselede toont dat gedetineerden die zich voor het project engageren, significant minder recidiveren. In 2007 zet men een gelijkaardig centrum op in Wallonië.

Het succesvolle project 'centraal meldingspunt' dat actief is in Antwerpen, Brugge en Gent, wordt uitgebreid naar de gevangenissen van Hasselt en Oudenaarde. In Lantim start een proefproject dat de experts inzake drughulpverlening integreert in de werking van de medische dienst.

In Vlaanderen en Wallonië lopen er initiatieven waarbij organisaties die afhangen van de Gemeenschappen of de Gewesten, expertise binnenbrengen in de gevangenissen in de vorm van een gepast opleidingsaanbod en hulp bij de ontwikkeling van een lokaal drugspreventiebeleid.

Ik betreur uiteraard elk incident zoals dat in Oudenaarde. Toch stel ik vast dat met het voorgestelde actieplan via een betere preventie, opvang en behandeling de strijd tegen het druggebruik in de gevangenissen gunstig evolueert.

07.03 **Claude Marinower** (VLD): Ik vind de overlijdens in die omstandigheden hallucinant. Meer dan een jaar geleden stelde ik al vragen. Men sprak toen over de aanstelling van coördinatoren. Dat is intussen gebeurd. Ik neem nota van de plannen voor preventie en sensibilisatie. Ik vang evenwel andere signalen op over de situatie op het terrein. Het drugsprobleem sleept aan omdat men ervan uitgaat dat mensen die drugs krijgen binnen de muren, kalmer zijn. Dit is de schokkende realiteit.

Er komt een sensibilisatie van de bezoekers, maar ondertussen moeten beroepsbezoekers zoals advocaten en griffiers zich aan een metaaldetector onderwerpen. Het is nochtans bekend dat drugsbevoorrading van gevangenen via gewone bezoekers verloopt.

Ik noteer dat een aantal campagnes wordt opgezet en uitgebreid. Dit betekent een stap in de goede richting, maar er ontbreekt nog steeds iets aan de basis.

07.04 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Het fouilleren van de bezoekers, soms op intieme wijze, blijft een delicate zaak. Soms schakelt men drugshonden in, maar er zijn onvoldoende honden voor de 33 gevangenissen die ons land telt. Misschien heb ik teveel de klemtoon op sensibilisering gelegd en had ik alle andere acties uit het antidrugsplan 2007 moeten opsommen. Ik blijf er nochtans van overtuigd dat het om een erg belangrijk aspect gaat. In Lantim waar meerdere mensen aan de gevolgen van een overdosis zijn overleden, hebben de instellingen van volksgezondheid ter plaatse een sensibiliseringscampagne gevoerd. Met succes, want de handel in verdovende middelen is stilgevallen.

07.05 **Claude Marinower** (VLD): Ik heb op geen enkel moment gepoogd om de inspanningen te minimaliseren. Ik vind het alleen hallucinant dat er nog altijd mensen aan een overdosis sterven in de

gevangenis, ondanks alle ingezette middelen.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Bart Tommelein aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de gevolgen van vonnissen in echtscheidingsprocedures die het co-ouderschap opleggen" (nr. 14716)

08.01 Bart Tommelein (VLD): Steeds vaker wordt bij echtscheidingen het co-ouderschap opgelegd. Dat is op zich een goede zaak, maar het heeft toch een pervers effect. Zo komt het frequent voor dat een van beide partners na de uitspraak van de echtscheiding naar een andere gemeente verhuist. Het kind moet dan schoollopen in twee verschillende scholen. Dat brengt voor de scholen een administratieve rompslomp mee en heeft grote emotionele gevolgen voor het kind.

Is de minister op de hoogte van de gevolgen van het co-ouderschap voor sommige kinderen? Beschikt de minister over cijfers van het aantal kinderen dat naar twee scholen moet gaan? Welke maatregelen zal de minister nemen om dit probleem aan te pakken? Het lijkt me logisch dat een rechter beslist dat co-ouderschap in sommige gevallen niet mogelijk is.

08.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Volgens het principe van het gezamenlijke ouderlijke gezag moeten beide ouders samen de school kiezen. Lukt dat niet, dan moet een rechter de school bepalen.

Het model van de gelijkmatig verdeelde huisvesting, zoals bepaald in de wet van 19 juli 2006, is niet dwingend. Rekening houdend met de omstandigheden, kan de rechter ervan afwijken.

Een kind verplichten naar twee verschillende scholen te gaan, is niet aangewezen en is enkel mogelijk in de kleuterschool. Het co-ouderschap kan een kind niet dwingen om van school te veranderen. In de meeste gevallen is het de scheiding die problemen oplevert en niet het aantal dagen dat het kind bij beide ouders doorbrengt.

08.03 Bart Tommelein (VLD): Het is belangrijk dat de rechters goed weten dat bij een echtscheiding met onderlinge toestemming ook de schoolkeuze duidelijk moet worden gestipuleerd. Het kind naar één school sturen kan een dwingende voorwaarde zijn bij het uitspreken van een co-ouderschap.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de waarde van het punt voor prestaties van advocaten in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand" (nr. 14718)

09.01 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): De bureaus voor juridische bijstand van de Vlaamse balies en het departement 'Toegang tot het recht' vrezen voor een verdere daling van de waarde van het punt dat wordt toegekend voor prestaties in het kader van de tweedelijnsbijstand.

In het gerechtelijk jaar 2004-2005 bedroeg de waarde van het punt 24,288 euro, in 2005-2006 zakte het tot 22,799 euro. Die daling is het gevolg van een verbreding van de toegang tot de kosteloze juridische bijstand, terwijl het budget voor de vergoedingen van de advocaten niet is veranderd.

De minister heeft eerder al verklaard voorstander te zijn van een vaste waarde voor het punt. Welke maatregelen zal de minister nemen om het punt opnieuw op een voldoende hoog niveau te brengen?

09.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Ik heb ervoor gezorgd dat op de begrotingscontrole van dit weekend het nodige budget werd vrijgemaakt om de waarde van het punt in 2007 te handhaven op 24,228 euro, hetzelfde bedrag als in 2006.

Het budget voor juridische bijstand werd trouwens wel verhoogd, evenredig met de uitbreiding van de toelatingsvoorwaarden: van 25 miljoen in 2003 naar 50 miljoen in 2007. Door deze verhoging is de waarde van het punt sinds 2003 voortdurend gestegen: van 18,20 euro naar meer dan 24 euro.

Dit weekend werd ook beslist om de toelatingsvoorwaarden tot de juridische bijstand nog meer te versoepelen vanaf 1 september 2007. Mensen die onder de armoedegrens leven, zullen gratis van de diensten van een advocaat gebruik kunnen maken. De drempel voor alleenstaanden wordt verhoogd van 795 tot 822 euro en gehandicapten krijgen recht op kosteloze juridische bijstand, ongeacht of ze een integratievergoeding krijgen of niet.

Deze regering heeft al veel inspanningen gedaan, maar het stelsel van juridische bijstand zal voor mij pas op punt staan met een systeem van open enveloppe en een indexeerbaar punt van 25 euro.

09.03 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): Ik bedank de minister voor haar inspanningen om de waarde van het punt te handhaven. Dat is een hart onder de riem voor de bureaus voor juridische bijstand en de pro-Deoadvocaten.

Het budget voor rechtsbijstand is inderdaad gestegen, maar dat geld is niet alleen voor de betaling van de pro-Deoadvocaten bestemd. Ook de Justitiehuzen worden betaald uit die enveloppe.

De verdere versoepeling van de toelatingsvoorwaarden is een goede zaak, maar daardoor zullen de prestaties pro Deo natuurlijk opnieuw verhogen.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Martine Taelman aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de gebrekkige communicatie rond de smogborden" (nr. 14688)

10.01 Martine Taelman (VLD): Vorige week gold op verschillende wegen een snelheidsbeperking van 90 km/uur wegens smogalarm. Ondanks de veelvuldige communicatie daarover op de radio, leidde de maatregel tot verwarring. Het kan dan ook niet verbazen dat er zoveel overtredingen waren: volgens de wegpolicie reed één derde van de autobestuurders te snel.

Niet alleen kan men zich vragen stellen bij de slechte communicatie over de regel, nog onbegrijpelijker is het feit dat er blijkbaar niet op voorhand werd overlegd met de politie en Justitie. De minister heeft gezegd dat zij de parketten geen regels achteraf wil opleggen – dat moet uiteraard op voorhand gebeuren – maar ik vraag haar toch om deze zaak aan te kaarten op het college van procureurs-generaal. Tenslotte heeft dit repercussies voor de burger.

Is er een overleg geweest tussen de federale regering en Vlaams minister Peeters over de snelheidsbeperking? Op welke wijze kunnen het Vlaamse en het federale niveau de vervolging van de overtredingen van de smogmaatregel in de toekomst beter op elkaar afstemmen?

10.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Minister Peeters heeft geen enkel initiatief genomen om me te ontmoeten vóór de invoering van een snelheidsbeperking bij smogalarm. Bijgevolg kan de oorzaak van de slechte communicatie niet bij de parketten gelegd worden.

Daarnaast is de suggestie van minister Peeters aan de parketten om de pv's te seponeren in strijd met het beginsel van de scheiding der machten. Zelfs de minister van Justitie is niet bij machte om van een negatief injunctierecht gebruik te maken.

Het kennisnetwerk "verkeersveiligheid" van het College van Procureurs-generaal heeft me laten weten dat de gebruikelijke omzendbrieven in verband met de snelheidsovertredingen zullen worden toegepast.

Wat de afstemming van de communicatie op het onderzoeks- en vervolgingsbeleid betreft, zou minister Peeters zijn mededelingen op het beleid van de parketten moeten afstemmen.

10.03 Martine Taelman (VLD): Dit was inderdaad geen staaltje van goed bestuur van Vlaams minister Peeters en zijn partij. De burger werd het slachtoffer van de onduidelijkheid. Misschien kan de minister van Justitie bij minister Peeters aandringen op een betere communicatie van de maatregel en op overleg met het college van procureurs-generaal.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van mevrouw Martine Taelman aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het examen voor kandidaat-secretaris en kandidaat-griffier" (nr. 14715)

11.01 Martine Taelman (VLD): Het *Belgisch Staatsblad* van 1 juni 2006 publiceerde een examen voor kandidaat-griffiers en kandidaat-secretarissen. Om aan dat examen te kunnen deelnemen moet men een getuigschrift bezitten dat in aanmerking komt voor toelating tot een ambt van niveau 1 of 2. In dat laatste geval moet men minstens drie jaar het ambt van opsteller of beambte hebben uitgeoefend bij een griffie of parketsecretariaat. Wie daar pas werkt, kan dus niet deelnemen aan het examen. Daardoor verliezen de griffies en parketten bekwame mensen met bijvoorbeeld een diploma rechtspraktijk of informatica.

De hervorming van de niveaus B, C en D verscheen reeds in het *Belgisch Staatsblad*. Die van niveau A werd vorige week in de commissie goedgekeurd en komt weldra op de plenaire agenda. Voor de meeste parketten werd echter niet voorzien in functies van niveau B en bovendien krijgt wie in aanmerking komt om op niveau B te werken, een uitnodiging van de FOD Justitie om daar te gaan werken. Zo verliezen de parketten hun bekwame personeel.

Kan de voorwaarde van drie jaar ervaring als opsteller of beambte niet worden geschrapt? Waarom worden in de parketten geen functies van niveau B opgenomen, zodat afgestudeerden in de rechtspraktijk of informatica er aan de slag kunnen?

11.02 Minister Laurette Onkelinx (*Nederlands*): Door de wet van 17 februari 1997 zijn de functies van adjunct-griffier en adjunct-secretaris hoofdzakelijk bevorderingsfuncties, wat vereist dat men eerst een ambt van een lager niveau uitoefent. Behalve een diploma van minstens niveau C is hiervoor drie jaar ervaring in een griffie of parketsecretariaat nodig. Via artikel 269ter van het Gerechtelijk Wetboek gelden de benoemingsvoorwaarden voor deze functies eveneens als deelnamevoorwaarden voor het examen van kandidaat-griffier en kandidaat-secretaris. Deze gesloten loopbaanstructuur bemoeilijkt inderdaad de instroom van nieuw personeel.

Van bij het begin van de regeerperiode probeer ik dit te moderniseren, waarbij ik een evenwicht zoek tussen het behoud van de loopbaanperspectieven van het personeel in dienst en de noodzaak om nieuwe mensen aan te trekken, een evenwicht dus tussen bevordering en aanwerving. Met de wet van 10 juni 2006 en het uitvoeringsbesluit van 10 november 2006 werd deze dubbele structuur ingevoerd. Dit impliceert dat voortaan een rechtstreekse aanwerving op niveau C of B mogelijk is. In de aangepaste personeelsformatie voor deze nieuwe loopbaan zijn trouwens al 48 betrekkingen op niveau B – deskundigen – opgenomen en bij verschillende projecten gebeurden aanwervingen op niveau B.

In de protocolakkoorden met het gerecht van Luik en Antwerpen werd voorzien in aanwervingen van bibliotheekbeheerders of gegradueerden in de rechten. In het parket van Charleroi werden onlangs drie gegradueerden in de rechten aangeworven. Ik steun die tendens volledig.

Wat de vraag tot deelname aan het examen betreft, verwijs ik vooral naar het tweede deel van de loopbaanhervorming, namelijk de wijziging betreffende de functies van secretaris en griffier. Dat wetsontwerp werd vorige week in de Senaat goedgekeurd. Het rangschikt de functies van griffier en secretaris op niveau B, zodat al die betrekkingen – ongeveer 2.270 plaatsen – eveneens rechtstreeks via aanwerving toegankelijk zijn. Op grond van een diploma van niveau B zullen nieuwe kandidaten kunnen deelnemen aan het wervingsexamen en hun plaats innemen in de griffies of parketsecretariaten.

11.03 Martine Taelman (VLD): De minister vermeldt verschillende initiatieven en protocolakkoorden in Luik,

Antwerpen en Charleroi. Gaat men de behoeften dan per parket bekijken?

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vraag nr. 14731 van de heer Geert Versnick wordt uitgesteld.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.58 uur.